



LE MAILLON DE CHAÎNE



N° 38 - vendredi 6 novembre 2015

Édité par des militants et des sympathisants du Nouveau Parti Anticapitaliste

GAZETTE RÉVOLUTIONNAIRE DE L'USINE FORD / BLANQUEFORT

Dans les hôpitaux, à Air France, comme ailleurs : s'opposer aux sales coups de leur « dialogue social »

Après des mois de mobilisation, sous forme de grèves et de manifestations des personnels dans les hôpitaux de l'Assistance Publique-Hôpitaux de Paris (l'AP-HP), son directeur, Martin Hirsch, prétend imposer sa réforme du temps de travail signée par la seule CFDT.

Cet « accord » prévoit une diminution du nombre de jours de congés, rabotés de tous les côtés : certains, acquis depuis des années, sont purement et simplement supprimés, mais surtout la journée de travail est raccourcie de quelques minutes (dans les faits, ça reste à voir, vu la charge de travail !), passant de 7h50 à 7h36 ou de 7h36 à 7h30 selon les situations, ce qui permet de supprimer jusqu'à six jours de RTT par salarié. Le système des équipes fixes du matin ou du soir est supprimé, au profit d'une « grande équipe » qui permettra à la direction d'ajuster son planning à sa guise au dernier moment. Tous ces calculs ont un seul but : rendre les salariés encore plus flexibles et supprimer des milliers de postes. Des militants syndicaux ont calculé qu'avec cette réforme, ce sont au moins 1094 emplois à temps plein qui sont économisés dans la seule AP-HP (les hôpitaux parisiens). Autant d'embauches en moins qui seraient pourtant indispensables, étant donné la situation dans les hôpitaux publics. Sans compter que ces attaques menées contre les personnels de santé parisiens ne sont qu'un avant-goût de ce qui attend l'ensemble des hôpitaux publics à travers le pays, à moins qu'une réaction collective ne déjoue ces calculs !

Non aux accords « gagnant pour eux – perdant pour nous » !

Les travailleurs sont un peu partout la cible de ces mêmes attaques : travailler plus pour... gagner moins. C'est aussi ce que les patrons d'Air France, et le gouvernement qui les soutient, veulent imposer aux salariés du groupe. Commencer par demander aux pilotes de travailler plus pour le même salaire n'était qu'une manière d'amorcer la pompe pour demander ensuite à toutes les catégories de faire de même, pour finalement annoncer les 2 900 suppressions de postes qu'ils avaient déjà programmées. Criminaliser l'action de salariés en colère face à l'arrogance des dirigeants de la

compagnie, pour leur opposer l'exemple de quelques bureaucrates syndicaux « modèles » signant tout ce qu'on veut bien leur présenter : voilà la farce pathétique du « dialogue social » que nous jouent en ce moment Hollande, Valls et consorts.

Et maintenant, haro sur nos retraites !

La signature par la CFDT, la CFTC et la CFE-CGC de l'accord sur les retraites complémentaires intervenue en fin de semaine dernière illustre bien ce que les travailleurs peuvent attendre du prétendu « dialogue social » : des mauvais coups. À partir de 2019, même en ayant toutes ses annuités et l'âge requis pour partir, il faudra travailler un an de plus pour éviter de voir sa pension Arrco ou Agirc amputée de 10 % pendant trois ans. L'âge de départ pour la retraite complète est ainsi reculé à 63 ans... ou plus selon les situations !

Tous ensemble, faire tomber la chemise à ces patrons-voyous

Ces signatures n'engagent que ceux qui se prêtent à ce jeu truqué en prétendant représenter les salariés. Une journée de grève est d'ailleurs prévue dans les hôpitaux parisiens le 17 novembre pour refuser la nouvelle organisation du temps de travail. Puis une nouvelle mobilisation des salariés d'Air France aura lieu le 19 novembre lors du prochain CCE. Face à cette salve d'attaques, notre colère doit s'exprimer et s'unifier, tous secteurs confondus. À nous d'organiser nos luttes et de rendre les coups, avec les syndicats prêts à se mettre à nos côtés. Face à l'arnaque de leur dialogue social, nous avons le pouvoir, tous ensemble, d'imposer notre force sociale et nos exigences : des embauches massives et un emploi pour tous, des augmentations de salaire, la préservation de nos repos, de notre santé et de nos retraites.

Non au travail les jours fériés

A FAI comme à GFT d'ailleurs, la direction a décidé de nous faire travailler le 11 novembre prochain.

Sur FAI, c'est la pagaïe, certains secteurs comme le DCT, le TTH, la maintenance, etc, vont travailler, mais selon le bon vouloir de la direction. Pour les uns, c'est au volontariat, pour les autres c'est obligatoire, et si on ne vient pas nous perdrons, nous dit la maîtrise, le paiement du jour férié, et nous aurons une absence injustifiée en prime. Comme quoi le volontariat, c'est quand cela arrange nos patrons, tout cela est bien révoltant !

La direction veut nous rendre corvéable à merci, nous avons tout intérêt à ne pas la laisser faire.

C'est n'importe quoi !

La direction vient d'apprendre qu'il y aurait moins de 6F35 à produire pour finir l'année !

Quelle solution trouve-t-elle pour régler l'affaire ? Tout simplement de nous imposer 2 jours de fermetures supplémentaires. Et tant pis pour nos besoins en congés et autre RTT.

Pire encore pour ceux qui n'ont plus de jours à poser, c'est le travail dans un autre secteur de l'entreprise.

Pas d'accord. Prendre les jours de repos à notre guise, ça devrait être un dû. La solution, c'est la baisse des cadences tout simplement !

Non aux sanctions contre les salariés d'Air France !

Lundi 12 octobre, cinq salariéEs du fret à Air France ont été arrêtés à leur domicile comme de dangereux gangsters, des terroristes en puissance, et placés en garde à vue par la police de l'air et des frontières (PAF), habituellement spécialisée dans la répression des sans-papiers et de leurs soutiens.

Une fois le rideau du dialogue social déchiré, une fois le rouleau compresseur médiatique passé, la voie est ouverte à la criminalisation, à la répression, sans parler du déchainement médiatique contre la soi-disant « violence » des salariés.

Pour nous, la violence, c'est celle de ces patrons qui licencient alors qu'Air France annonce des bénéfices historiques : 898 millions en un trimestre !

Nos vies valent plus que leurs chemises !!!

Dans les quartiers, la violence sociale et le racisme, ça suffit !

Il y a dix ans, en novembre 2005, deux jeunes de Clichy-sous-Bois, Zyed et Bouna, 17 et 15 ans, mourraient dans des conditions horribles, traqués par la police. Pour protester contre l'impunité policière et les insultes de

Sarkozy, la jeunesse des quartiers populaires frappés par la misère et le chômage s'était soulevée provoquant une vague de révolte et d'émeutes.

Dix ans plus tard, rien n'a changé et les policiers responsables de la traque de Zyed et Bouna ont été innocentés par la Justice. Un véritable déni de justice en réalité.

C'est pour exprimer leur révolte contre cette situation que 10 000 personnes ont manifesté dimanche dernier à Paris, une **Marche de la dignité** contre le racisme. C'est un franc succès pour les organisateurs. Les slogans et mots d'ordre ont décliné toutes les dimensions de la dignité des quartiers populaires : vérité et justice dans les affaires de violences policières, dénonciation des politiques racistes, des amalgames contre les musulmans, de toutes les discriminations. Dénonciation aussi de la politique de l'Etat français qui pille les richesses de l'Afrique et du Moyen Orient.

Cette politique contre les peuples est identique à la politique menée contre les travailleurs et la jeunesse des quartiers populaires : nous diviser, nous affaiblir, pour mieux nous exploiter, ici, comme là-bas.

Impôts, c'est pas moi... c'est l'autre !

Ça la fout mal, vraiment mal... Au moment où ce gouvernement prétend qu'il y a des baisses d'impôts pour les plus modestes en 2015... les retraitéEs les plus modestes se sont retrouvés imposables ou ont eu une augmentation sensible de leurs impôts locaux (taxe d'habitation et/ou taxe foncière). Mais le gouvernement a sa réponse : c'est la faute à Sarkozy !

Il est vrai qu'en 2008 le gouvernement Fillon-Sarkozy avait durci les conditions permettant de bénéficier d'une « demi-part » supplémentaire pour toutes celles et ceux qui avaient élevé seul un ou plusieurs enfants. Trois millions de foyers fiscaux ont donc été impactés par cette réforme, voyant disparaître cette « demi-part » supplémentaire, et 1,8 million d'entre eux sont devenus imposables à l'impôt sur le revenu. Aujourd'hui, c'est sur les impôts locaux que cette réforme a des répercussions, se traduisant par de nouvelles augmentations.

Mais le gouvernement actuel ne découvre rien. Il a lui aussi une responsabilité dans l'augmentation des impôts. D'abord parce qu'il a maintenu cette mesure. Ensuite parce qu'en baissant la subvention aux collectivités locales, celles-ci augmentent presque toutes les impôts locaux.

La seule réforme de l'impôt qui serait favorable aux travailleurs serait de taxer durement les plus riches, de faire payer réellement le capital et le patrimoine, et de supprimer la TVA, l'impôt le plus injuste parce qu'il est payé au même taux, qu'on soit riche ou pauvre, imposable ou non.

Ne pas jeter sur la voie publique... laisser traîner dans l'atelier...